

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20230706-lmc1209307-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 11 juillet 2023  
Date d'affichage : 12/07/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 6 JUILLET 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 6 juillet 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
68	11	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center"><b>N° 23/07/157</b></p> <p align="center"><b>PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT DE DELEGATION PAR AFFERMAGE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET DE TRAITEMENT DES EAUX USEES A LA STATION D'EPURATION DU CAP SICIE DITE "AMPHITRIA"</b></p>		

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Josée MASSI ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Dominique ANDREOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

**ABSENTS :**

Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN.

## **Séance Publique du 6 juillet 2023**

**N° D' O R D R E : 23/07/157**

**O B J E T : PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT DE DELEGATION  
PAR AFFERMAGE DU SERVICE PUBLIC  
D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET DE TRAITEMENT  
DES EAUX USEES A LA STATION D'EPURATION DU  
CAP SICIE DITE "AMPHITRIA"**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le contrat de délégation par affermage du Service Public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du Cap Sicié dite « AmphitriA », démarré le 1<sup>er</sup> avril 2011 et arrivant à échéance le 31 mars 2023,

**VU** l'avenant n°1 de prolongation dudit contrat portant à échéance le contrat au 30 septembre 2023,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 26 juin 2023,

**CONSIDERANT** l'échéance du contrat existant de délégation de service d'assainissement de la station d'épuration AmphitriA le 30 septembre 2023,

**CONSIDERANT** qu'il convient de définir les dispositions à prendre d'ici la fin de ce contrat afin de garantir les obligations de chaque partie jusqu'à la date d'échéance,

**CONSIDERANT** le protocole de fin de contrat de délégation de Service Public joint à la présente délibération et définissant ces modalités,

Et après en avoir délibéré,



**D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes du protocole de fin de contrat de délégation par affermage du Service Public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du Cap Sicié dite « AmphitriA ».

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer le protocole de fin de contrat de délégation par affermage du Service Public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du Cap Sicié dite « AmphitriA ».

## **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à prendre toutes les dispositions et à signer tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR 73

CONTRE 0

ABSTENTION 6

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Olivier CHARLOIS ,  
Monsieur Anthony CIVETTINI, Monsieur Philippe LEROY, Monsieur  
Amaury NAVARRANNE, Madame Rachel ROUSSEL.



**DELEGATION PAR AFFERMAGE DU SERVICE PUBLIC  
D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE TRAITEMENT DES  
EAUX USEES**

**A LA STATION D'EPURATION DU CAP SICIÉ DITE  
« AMPHITRIA »**

Délégation par affermage du service public (DSP), pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station d'épuration du Cap Sicié dite « AmphitriA » conformément aux dispositions prévues par le Code de la Commande Publique relatives aux contrats de concession et par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

## **PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT**

**Entre :**

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée** représentée par son Président **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** dûment autorisé aux fins des présentes par délibération n° ..... du Conseil Métropolitain en date du ....., ci-après dénommée « **La Collectivité** »

**D'UNE PART,**

**Et :**

La société **Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto**, société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 Euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 775 667 363, ayant son siège social au 21 rue de la Boétie 75008 Paris et l'adresse postale 30, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers, et faisant élection de domicile pour les présentes Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde représentée par **Monsieur Eric LAHAYE**, Directeur de la Région Méditerranée agissant au nom et pour le compte de ladite société, et ci-après dénommée, « **Le Concessionnaire** »

**D'AUTRE PART,**

## SOMMAIRE

<b>1. PRÉAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>2. MODALITÉS DE GESTION DE FIN DE CONTRAT - EXPOSÉ DES TÂCHES</b>	<b>5</b>
2.1 Statut des biens de la délégation.....	5
2.1.1 Réalisation de l'inventaire définitif	5
2.1.2 Remise des biens	6
2.2 Conditions de reprise des données techniques et administratives .....	7
2.2.1 Réalisation de l'inventaire des documents et données du service	8
2.2.2 Bases de données informatiques	8
2.2.3 Documents	8
2.3 Modalités de la transition de l'exploitation.....	9
2.3.1 Continuité de service en fin de délégation	9
2.3.2 Gestion des fournisseurs de boues extérieures en fin de contrat	10
2.3.3 Reprise des contrats de fourniture et de prestation	10
2.3.4 Reprise des réactifs et fournitures en stock	10
2.4 Reprise du personnel affecté au contrat .....	11
2.4.1 Transmission à la collectivité pour la préparation des dossiers de consultation	11
2.4.2 Accords salariaux	13
2.4.3 Contrats de prévoyance	13
2.4.4 Contrôle de l'évolution des effectifs	13
2.4.5 Situation pendant la période de tuilage	13
2.5 Investissement et Renouvellement .....	14
2.6 Ajustement du programme d'investissement/renouvellement.....	14
2.7 Pénalités applicables .....	15
2.8 Modalité de versement des sommes dues.....	15
2.9 Bilan de clôture .....	15
<b>3. PIÈCES ANNEXES .....</b>	<b>17</b>

## 1. PRÉAMBULE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la Société Compagnie de l'Eau et de l'Ozone la délégation par affermage du service public d'assainissement collectif de traitement des eaux usées à la station du Cap Sicié dite « Amphitria », par contrat entré en vigueur le 01/04/2016. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence assainissement. Elle est donc, de plein droit, le co-contractant du Concessionnaire pour l'exécution du contrat précité.

Le contrat a comme échéance le 30/09/2023 à minuit.

Le contrat a été modifié par deux (2) avenants.

A l'approche de l'échéance du contrat, la Collectivité et le Concessionnaire ont décidé de se rapprocher pour convenir sous la forme d'un protocole de dispositions précises qui doivent être prises jusqu'à la fin du contrat et ceci, pour assurer la continuité du service public.

Il est rappelé que dans le cadre de l'approche de la procédure de renouvellement de concession en cours et de la fin du contrat, le Concessionnaire a transmis à la demande de la Collectivité, au cours des mois de juin 2021 et juillet 2022, l'ensemble des documents sollicités par la Collectivité et son assistant à maîtrise d'ouvrage.

Les parties entendent constater qu'elles ont respecté les stipulations de fin de contrat relatives à la remise des installations, à la reprise des biens et des investissements. Afin de solder les obligations susmentionnées, les Parties ont convenu de conclure le présent protocole.

Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit :



## 2. MODALITÉS DE GESTION DE FIN DE CONTRAT - EXPOSÉ DES TÂCHES

### 2.1 Statut des biens de la délégation

Le Concessionnaire doit remettre l'inventaire actualisé et détaillé du patrimoine délégué dans lequel sera précisée la liste des biens de retour, biens de reprise :

- **Les biens de retour :**

Les biens matériels ou immatériels indispensables nécessaires à l'exécution de la prestation de service public appartenant à la Collectivité et mis à disposition gratuite du Concessionnaire en début ou en cours de contrat et ceux qui résultent d'investissements du concessionnaire et qui sont nécessaires au fonctionnement du service public. Cette mise à disposition cesse en fin de contrat. Conformément à l'article L. 3132-4 1° du code de la commande publique, ces biens sont des biens de retour.

- **Les biens de reprise :**

Les biens matériels ou immatériels, acquis par le concessionnaire avant la signature du contrat de concession et/ou établis et financés en début ou en cours de contrat, par le concessionnaire, affectés partiellement au service, et non indispensables au fonctionnement du service.

Conformément à l'article L. 3132-4 2° du code de la commande publique, ces biens sont des biens de reprise.

#### 2.1.1 Réalisation de l'inventaire définitif

Conformément à l'article L.2224-11-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Concessionnaire devra transmettre un inventaire exhaustif du patrimoine, détaillé et valorisé à la date de fin du contrat, qui distinguera la nature des biens (meubles et immeubles ; matériel et immatériels) et leur qualification (biens de retour, biens de reprise). Cet inventaire doit notamment préciser :

- L'inventaire des installations (liste de tous les ouvrages et installations du service délégué) comportant une description sommaire, la localisation géographique ou le site, la date de mise à disposition, l'état général...
- La liste des équipements ou ensemble d'équipements des installations mentionnant l'intitulé, la localisation géographique ou le site, la date de mise à disposition, la date du dernier renouvellement, les caractéristiques du matériel (dénomination, marque, modèle).

À compter de la signature du présent protocole, dans le prolongement de l'article 66 du contrat relatif à la remise des installations, le concessionnaire est tenu de réaliser un inventaire de la totalité des biens constituant le patrimoine du service exploité à la

date de fin de contrat. Cet inventaire devra être remis au plus tard 3 mois avant la fin du contrat.

La Collectivité dispose au maximum d'un mois pour effectuer ses observations. Le Concessionnaire procède aux modifications demandées et remet l'inventaire provisoire à la Collectivité 10 jours avant l'échéance du contrat. La Collectivité valide l'inventaire, éventuellement avec réserves, et établit ainsi l'inventaire définitif.

### 2.1.2 Remise des biens

La qualification des biens (biens de retour, biens de reprise, biens propres) est arrêtée au sein de l'inventaire.

a) Biens de retour (biens de la collectivité et biens qui résultent d'investissements du concessionnaire et qui sont nécessaires au fonctionnement du service public)

Le Concessionnaire remet gratuitement en pleine propriété à la Collectivité, à la date de fin de contrat, la totalité des biens matériels ou immatériels nécessaires à l'exploitation du service de la Collectivité en bon état d'entretien et de fonctionnement, eu égard à leur âge, à leur nature et à leur fonctionnement, y compris ceux acquis ou édifiés par le Concessionnaire dont ceux au titre du renouvellement (art. 9 et art. 66 d).

Les constats de manquements éventuels établis par la Collectivité devront être remis au Concessionnaire, afin que celui-ci réalise les renouvellements / réparations nécessaires.

Dans le cadre de son obligation contractuelle d'entretien des biens du service définie aux articles 33 et 34 du contrat, le Concessionnaire remettra à l'échéance du contrat tous les biens meubles et immeubles, ouvrages équipements et matériels ou logiciels en état normal d'entretien et de maintenance, et procédera à cette fin au plus tard un mois avant l'échéance du contrat à toutes réparations, remplacements ou opérations de renouvellement lorsqu'il en a la charge dans le cadre de ses obligations de renouvellement prévues aux articles 33 et 35 du contrat.

Il fournira une liste de toutes les interventions dans les 15 jours suivants la d'échéance du contrat (entretien, maintenance, renouvellement) qu'il a effectuées pendant les deux derniers mois sur les biens du service, ainsi que l'inventaire contradictoire actualisé suite à ces interventions.

De plus, le Concessionnaire établit 60 jours avant la fin de contrat un inventaire des clés des locaux existants par site, en précisant leurs fonctions, la désignation et l'adresse du bien correspondant et en leur affectant un numéro d'ordre. Il y adjointra

la liste des codes et alarmes existant et les mots de passe et codes de logiciels du service, complétée de leur durée et validité. Il remet cet inventaire à la Collectivité.

Le Concessionnaire effectuera la remise, à un représentant de la Collectivité, de l'ensemble des clés, codes et alarmes des biens délégués le jour de la fin du contrat.

b) Biens de reprise

Ils restent la propriété du Concessionnaire et n'entrent dans la propriété de la Collectivité que si cette dernière en décide le rachat au terme de la convention.

Les biens de reprise comprennent les mobiliers, les approvisionnements, les pièces de rechange et de réparation, les fournitures en stock, les matériels divers y compris les véhicules.

Cas général

La Collectivité ou le futur concessionnaire pourra reprendre, contre indemnités fixées conformément aux règles définies à l'article 66 e. du contrat relatif à la reprise des biens, les biens de reprise qu'elle aura jugés nécessaires à l'exploitation. Le Concessionnaire ne peut s'y opposer.

La valorisation des biens de reprise sera fixée à la valeur nette comptable et en cas de litige, à dire d'expert.

L'achat sera concrétisé par un acte spécifique signé des deux parties à conclure trois mois avant la fin du contrat. La Collectivité paiera le Concessionnaire dans les 3 mois à compter de la date de la réception de la facture relative à la cession desdits biens. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu à intérêts de retard calculés selon les dispositions l'article R3133-25 du code de la commande publique relatif aux contrats de concession. Le taux des intérêts moratoires mentionné à l'article L. 3133-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (prévus à l'article R. 3133-25 du CCP).

c) Cas particuliers des stocks de produits de traitement

Dans les conditions définies à l'article 2.3.4, le Concessionnaire met en place un stock de produits de traitement permettant d'assurer la continuité de service pour une durée variable en fonction du type de réactif de traitement et des capacités de stockage propres à chacun d'entre eux avec un délai minimal d'une (1) semaine.

## **2.2 Conditions de reprise des données techniques et administratives**

La continuité du service public exige que la Collectivité soit rendue destinataire de l'ensemble des informations techniques et administratives du Concessionnaire concernant la gestion et l'exploitation du service public d'assainissement.

#### 2.2.1 Réalisation de l'inventaire des documents et données du service

Dans un délai d'au moins 3 mois avant l'échéance, le Concessionnaire devra fournir à la collectivité un dossier conforme au formalisme explicité ci-dessous. Ce dossier doit comprendre l'ensemble des documents prévus à l'article L. 2224-11-4 second alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les documents et données seront remis par le Concessionnaire selon les formats standards énumérés ci-dessous. Dans le cas où un document ou une donnée ne correspondrait à aucune des catégories énumérées ci-dessous, le Concessionnaire et la Collectivité se rapprochent pour définir le format permettant l'interopérabilité des informations.

- Documents texte : [format Word ou pdf]
- Plans : [format dwg, dxf et pdf]
- Bases de données : [format Shape]
- Fichiers abonnés : [format Excel]
- Autre document : [format à définir selon le document]

#### 2.2.2 Bases de données informatiques

##### a) Bases de données techniques :

- Les bases de données du système d'information géographique (SIG) existantes du réseau d'assainissement, et des ouvrages et équipements accessoires associés,
- Les données existantes relatives aux installations électriques et électromécaniques du service (pompes, etc.),
- Les données existantes relatives aux ouvrages ;
- Les données existantes relatives au génie civil des ouvrages du service,
- Les données existantes relatives à la télésurveillance ;
- Les données existantes relatives à l'autosurveillance.

##### b) Bases de données administratives

Conformément à l'article R. 2224-18 II du CGCT, le Concessionnaire transmet à Collectivité, de manière sécurisée, la copie de la base de données concernant l'accueil des boues extérieures sous format électronique sécurisé, dans les conditions prescrites par le référentiel général d'interopérabilité.

#### 2.2.3 Documents

a) Documents de nature administrative

Les documents de nature administrative sont notamment :

- Les contrats indispensables à la continuité de service et spécifiques au contrat,
- Les servitudes de passage éventuelles qui sont en possession du Concessionnaire.
- Les conventions d'accueil des boues extérieures.

La Collectivité sera également avertie par le Concessionnaire dans les meilleurs délais de toute contestation ou contentieux ayant trait à l'une de ces servitudes.

b) Documents de nature technique

Le Concessionnaire s'engage à dresser un inventaire 3 mois avant l'échéance, pour les principaux sites, des documents et données techniques essentiels existants parmi les éléments suivants :

- Plans techniques des installations du réseau, cartographies, plans de récolement papier, ...
- Cahiers d'exploitation des ouvrages et équipements d'assainissement,
- Etudes menées,
- Données d'entretien et de maintenance (notamment maintenance lourde),
- Les rapports de contrôles réglementaire (contrôle électrique, appareils sous pression,,),
- Inventaire des stocks de pièces de rechange,
- L'état des stocks produit de traitement,
- L'état des déchets,
- Les dossiers techniques des ouvrages et du matériel (notices du matériel, notice d'entretien, notice d'exploitation, schéma électrique, notice Hygiène et Sécurité),
- Les documents d'exploitation et de maintenance, relatant le fonctionnement des installations sur la durée complète du contrat,
- L'historique des défaillances.

## **2.3 Modalités de la transition de l'exploitation**

### **2.3.1 Continuité de service en fin de délégation**

Une période de tuilage d'une durée de 3 mois sera définie pendant laquelle la Collectivité réunit les représentants du Concessionnaire ainsi que ceux de l'opérateur entrant, pour organiser le transfert de l'exploitation du service délégué. Le Concessionnaire accepte d'être accompagné par les agents en charge des opérations de tuilage de l'opérateur entrant, et qui disposent de toutes les accréditations et protections individuelles nécessaires permettant un accès aux installations, pendant

toute la période de tuilage. Il est convenu que le Concessionnaire ne peut assumer une quelconque responsabilité pour tout dommage causé ou subi par ces personnes durant cette période.

La Collectivité ou l'opérateur entrant se trouvent subrogés dans les droits et obligations du Concessionnaire à la date d'expiration du contrat, à l'exception des factures émises par le Concessionnaire et des réclamations des abonnés

### 2.3.2 Gestion des fournisseurs de boues extérieures en fin de contrat

En cas d'accord amiable, le solde du compte de fournisseur de boues extérieures est réalisé à partir des informations relevées par l'exploitant du service.

Le Concessionnaire demeure seul responsable du recouvrement des factures qu'il a émises même après la fin du contrat. Il reste soumis aux dispositions financières jusqu'à l'accomplissement complet de ses obligations contractuelles.

La Collectivité s'engage à ne pas faire obstacle au recouvrement par le Concessionnaire des montants en cause.

En dehors des cas visés ci-dessus, le Concessionnaire s'engage à fournir à l'opérateur entrant tous les éléments utiles pour lui permettre de répondre aux réclamations des fournisseurs concernant la période pendant laquelle il assurait la gestion du service délégué.

En cas d'erreur de sa part dans la facturation, il est tenu de procéder au remboursement du trop-perçu.

### 2.3.3 Reprise des contrats de fourniture et de prestation

Dans le cadre de l'article 19 du contrat, le Concessionnaire s'engage à fournir à la Collectivité la liste exhaustive, ainsi que les contrats de fourniture et de prestation qui couvrent uniquement le périmètre délégué et indispensables à l'exécution du service, en même temps que l'inventaire contradictoire.

Le Concessionnaire devra communiquer à la Collectivité toutes nouvelles conventions, contrats passés avec des usagers, avec d'autres Collectivité ou avec des tiers et notamment tous les contrats spécifiques aux contrats de la Collectivité et hors contrats achats groupe établis avec les tiers concernant le fonctionnement des services publics. Le Concessionnaire fera son affaire des contrats ou conventions dont la validité se prolongerait au-delà de l'échéance du contrat.

### 2.3.4 Reprise des réactifs et fournitures en stock

Le Concessionnaire devra réaliser un état détaillé des stocks 15 jours avant la fin du contrat. Cela concerne :

- Stock de produits chimiques utilisés (file eau et boue) ;
- Stock de carburant pour les groupes électrogènes des installations ;
- Stock de pièces de rechange (pompes, canalisations, robinetterie, fontainerie, etc.).

Conformément à l'article 2.1.2, pour assurer la continuité de l'exploitation en fin de contrat, le Concessionnaire devra s'engager également à laisser à la disposition de la Collectivité, ou à celle du futur Concessionnaire un stock de réactifs, carburants et pièces de rechange éventuelles (contenu défini de manière concertée avec le nouveau concessionnaire et la Collectivité) permettant le fonctionnement normal du service pendant une durée minimale d'une (1) semaine.

Les parties conviennent de définir de manière concertée le contenu du stock de réactifs et pièces de rechange éventuelles et les modalités de rachat au concessionnaire. Les sommes dues au titre du rachat du stock sont versées au Concessionnaire par la Collectivité ou le futur concessionnaire dans le délai d'un (1) mois après l'échéance du Contrat. Tout retard de paiement ouvre de plein droit au versement d'intérêts au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

## **2.4 Reprise du personnel affecté au contrat**

### **2.4.1 Transmission à la collectivité pour la préparation des dossiers de consultation**

La connaissance du personnel du Concessionnaire affecté au service constitue une donnée essentielle pour permettre à la Collectivité et à l'opérateur entrant d'assurer la continuité de l'exploitation dans les meilleures conditions.

Il est rappelé que, dans le cadre de l'article 70 du contrat relatif au personnel, préalablement à l'engagement de la consultation par la Collectivité et au plus tard 18 mois avant l'échéance du contrat le Concessionnaire a remis à la Collectivité :

- la liste des salariés en CDI ou CDD affectés au contrat depuis au moins 6 mois (en distinguant ceux qui appartiennent à des services support) avec indication de leur qualification et de leur temps de travail affecté au contrat ainsi que l'effectif équivalent temps plein global et masse salariale correspondante
- et pour chaque salarié concerné par la reprise et comprenant les éléments suivants :
  - Périmètre de travail habituel
  - Le service d'affectation
  - Lieu d'embauche

- Catégorie socio-professionnelle et Classification
- Filière
- Emploi repère
- Type contrat
- Société
- Date sortie société
- Tranche Ancienneté
- Tranche Age
- Nombre d'heures d'affectation au contrat
- Nombre d'ETP affecté au contrat
- Taux d'emploi
- Montant des rémunérations brutes correspondant et Coût Moyen €
- La liste des Accords collectifs et détail des éléments complémentaires de rémunération de tous types (financiers, avantages en nature, etc.).

Un point spécifique sur les salariés détachés ou avec un statut spécifique a été également effectué.

#### **Transmission à l'Opérateur entrant**

À l'exception des documents et informations relevant du secret des affaires, du savoir-faire de l'entreprise, du secret médical ou de la vie privée des salariés, et dans le respect de la législation en vigueur, les parties conviennent que le Concessionnaire mettra à disposition pendant la période de tuilage, sous forme papier et électronique au plus tard 15 jours après la demande de l'opérateur entrant, l'ensemble des documents et informations nécessaires à la bonne reprise du personnel.

Ainsi, s'agissant des salariés transférés, le Concessionnaire s'engage notamment à l'égard de l'opérateur entrant :

- à mettre à disposition sur place les contrats de travail et leurs avenants éventuels,
- à communiquer la liste des salariés en situation de longue maladie (absence de plus de 180 jours consécutifs),
- à communiquer la liste des salariés en arrêt de travail suite à accident de trajet ou de travail,
- à communiquer la liste des salariés en arrêt pour maladie professionnelle, sous couvert du secret médical,
- à communiquer les dossiers des saisies arrêts sur salaires concernant le personnel,
- à communiquer les noms des délégués syndicaux, délégués du personnel, délégués du CHSCT, élus du comité d'entreprise et les anciens salariés protégés des 6 derniers mois avec mention de la date de fin de leur protection légale,
- à communiquer le dossier des prélèvements salariaux au titre du versement des pensions alimentaires et copie de l'information adressée aux parties concernées sur le changement d'opérateur.



#### 2.4.2 Accords salariaux

La connaissance des accords salariaux constitue un enjeu important de fin de contrat afin notamment d'évaluer s'il est susceptible d'en résulter des avantages acquis pour les salariés, et d'apprécier l'éventuel caractère transférable de ces derniers à l'opérateur entrant.

Le Concessionnaire s'engage par conséquent à recenser, documenter, remettre pendant la période de tuilage et à tenir à jour une copie de l'ensemble des éventuels accords salariaux, négociés, opposables et en vigueur, usages et pratiques.

#### 2.4.3 Contrats de prévoyance

La connaissance de ces contrats constitue un enjeu important de fin de contrat afin notamment d'évaluer s'il est susceptible d'en résulter des droits acquis pour les salariés, et d'apprécier le caractère transférable de ces derniers à l'opérateur entrant.

Le Concessionnaire s'engage par conséquent à remettre pendant la période de tuilage et à tenir à jour les notices relatives aux prestations objet des contrats de prévoyance.

#### 2.4.4 Contrôle de l'évolution des effectifs

Deux mois avant l'échéance du contrat, le Concessionnaire s'engage à expliquer l'éventuelle évolution de la structure du personnel affecté à l'exécution du contrat pour l'exploitation courante du service.

En tout état de cause, le Concessionnaire s'engage à ne pas modifier substantiellement la composition (agents d'exploitation, agents administratifs, cadres...), sauf réorganisation de l'entreprise, départ d'agents (retraite, démission mobilité ...), et le régime de rémunération, ou d'indemnisation du personnel affecté au contrat.

#### 2.4.5 Situation pendant la période de tuilage

Pendant la période de tuilage, l'opérateur entrant aura la possibilité de rencontrer autant que de besoin les instances représentatives du personnel (notamment Comité Hygiène et Sécurité) et les partenaires sociaux du Concessionnaire.

A cette fin, le Concessionnaire s'engage à autoriser l'accès, pendant les horaires de service, à l'ensemble des locaux d'exploitation au personnel de l'opérateur entrant en charge des opérations de tuilage ou prévues dans le présent protocole, accompagné par un agent du Concessionnaire.

De même, le personnel concerné par un transfert pourra être libéré temporairement de ses obligations professionnelles afin de se voir présenter les conditions de reprise

par l'opérateur entrant selon des modalités garantissant une continuité d'exploitation, définies pendant la période de tuilage.

Afin d'assurer la continuité de service, les modalités de transition entre les personnels du Concessionnaire et ceux de ou des opérateurs entrants seront précisées par le Concessionnaire et les opérateurs entrants avec information de la Collectivité 15 jours avant la fin du contrat.

## **2.5 Investissement et Renouvellement**

La Collectivité et le Concessionnaire ont dressé le bilan au 31 décembre 2022 et consolidé un prévisionnel 2023 des engagements en termes de :

- Dotation pour le programme prévisionnel de renouvellement
- Garantie de renouvellement Accidentel
- Fonds de développement durable

Les éléments constitutifs de ce bilan sont fournis en annexe 2.

Les deux parties conviennent, 3 mois avant l'extinction du contrat d'effectuer :

- Le bilan de la dotation pour le programme prévisionnel de renouvellement (article 43 du Contrat)
- Le bilan du fonds de développement durable
- Définir le solde à reverser à la collectivité

## **2.6 Ajustement du programme d'investissement/renouvellement**

Les travaux de renouvellement (article 35 du contrat) prévus au programme prévisionnel de renouvellement ont fait l'objet d'adaptations et d'ajustements en cours d'exécution dans le cadre de courriers et de l'avenant 2 au contrat (article 4) entré en vigueur le 5 décembre 2022.

Les parties constatent que ces ajustements ont pour incidence de ne plus permettre le respect de :

- l'âge de chaque équipement : contrat à 80% de sa durée de vie (art. 35.c)
- Valeur patrimoniale de l'état à neuf en fin de contrat : contrat à 70% (art. 35.c).

Le bilan de ces ajustements / adaptations est réalisé dans le cadre de l'article 2.5 ci-dessus du présent protocole.

Cas des opérations commencées et non achevées à la date d'échéance du contrat :

Les opérations de travaux prévues au contrat, ayant débuté avant l'échéance de celui-ci, et dont la durée d'exécution ne permet pas leur achèvement à la date d'échéance du Contrat, sont réalisées selon les règles suivantes :

- Le montant total de l'opération est imputé au Contrat selon les règles de celui-ci,
- Le Concessionnaire assure le suivi de la réalisation des travaux jusqu'à leur parfait achèvement.

## **2.7 Pénalités applicables**

Au titre de l'exercice 2021, les deux parties, dans le cadre du suivi contractuel, ont acté :

- Que certaines obligations contractuelles n'ont pas été respectées et donnent lieu à l'application de pénalité prévue au contrat pour un montant de 40.950 €.

Les deux parties conviennent 6 mois après l'extinction du contrat d'effectuer le bilan des pénalités applicables au titre des exercices 2022 et 2023.

## **2.8 Modalité de versement des sommes dues**

La collectivité et le concessionnaire conviennent que le solde à verser équivaut à la somme relative aux dotations de renouvellement programmé non effectués (article 68 du contrat), à la somme relative aux dotations du fonds de développement durable non effectués et aux pénalités contractuelles.

Ce solde, établi 3 mois avant la fin du contrat, sera mis à jour 6 mois après la fin du contrat afin de fixer définitivement les sommes dues à reverser.

Le versement prévu au titre des dispositions ci-dessus au vu du solde ainsi calculé au plus tard 3 mois après présentation d'un titre exécutoire par la Collectivité.

En cas de carence constatée au titre des dispositions ci-dessus, et après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet à l'expiration d'un délai maximum de quinze (15) jours, une pénalité correspondant au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage s'appliquera au regard de la somme due au titre des dispositions ci-dessus.

Cette pénalité sera versée par la partie débitrice au plus tard quinze (15) jours après présentation d'un titre exécutoire par la Collectivité.

## **2.9 Bilan de clôture**

Dans un délai de trois (3) mois après l'échéance du contrat, le Concessionnaire sortant communiquera à la Collectivité un bilan intermédiaire de clôture des comptes à parfaire

lors de la production du compte rendu annuel du dernier exercice, qui sera établi dans les conditions prévues par les articles L. 1411-3 et D. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Concessionnaire s'engage à établir les documents suivants qui recenseront l'ensemble des opérations relatives à la clôture des comptes des contrats, notamment :

- Etat des créances en cours (hors comptes de tiers),
- Etat des créances irrécouvrables,
- Etat des comptes de tiers,
- Bilan de la réalisation des renouvellements.

Le Concessionnaire remet le CARE de clôture des comptes de la délégation au plus tard le 31 mai de l'année suivant la date d'échéance du contrat.

### 3. PIÈCES ANNEXES

Outre le présent texte, le présent protocole d'accord comporte la pièce suivante, également à valeur contractuelle :

Annexe 1 : Etat prévisionnel 2023 du Fonds de Développement Durable et de la dotation au programme prévisionnel de renouvellement

Fait à

Le

En 2 exemplaires,

Pour le Concessionnaire

Pour La Collectivité

Le Représentant

Le Président

ANNEXE 1

Fonds de Développement Durable :

ANNEE	DOTATION						ETAT de SUIVI FDD				DEPENSES		TOTAL	EONIA au 01/07/N
	K appliqué au 01/10/N	solde positif du F5DE	produits financiers EONIA	Subventions	dotation annuelle	dotation annuelle Révisée	Montants de l'exercice	solde négatif du F5DE	Frais financiers EONIA	montant actions et prestations	Montants de l'exercice	Solde de l'exercice DDT-DEP		
valeur														
2016	1,0000	0,00	0,00	0,00	82516,50	82516,50	82516,50	0,00	0,00	49891,50	49891,50	32625,00	-0,3279	
2017	0,9959	32625,00	0,00	0,00	110022,00	109570,91	142185,91	0,00	117,12	289127,00	289244,12	-147044,21	-0,3559	
2018	0,9994	0,00	534,67	0,00	110022,00	109855,77	109390,43	147048,21	0,00	163872,00	310920,21	-201528,73	-0,3636	
2019	1,0024	0,00	739,41	0,00	110022,00	110296,05	111025,47	201529,78	0,00	214523,80	416053,58	-305028,11	-0,3669	
2020	1,0270	0,00	1412,28	398903,50	110022,00	112892,59	513308,37	305028,11	0,00	258334,85	561382,96	-40054,59	-0,463	
2021	1,035700	0,00	230,66	208101,00	110022,00	113949,79	335215,67	48054,59	0,00	223810,00	271864,59	63351,08	-0,48	
2022	1,052200	63351,08	0,00	0,00	110022,00	115765,15	179116,23	0,00	367,44	177426,50	177783,94	1322,29	-0,58	
2023	1,106300	1322,29	0,00	85642,00	145766,50	161261,48	248225,77	0,00	0,00	235221,28	235221,28	13004,49		
TOTAL		87 298,37 €	2 917,02 €	692 646,50 €	888 415,00 €	915 198,24 €	701 880,70 €	701 880,70 €	484,56 €	1 374 985,65 €	2 312 352,19 €	13 004,49		

Le montant prévisionnel des dépenses de l'exercice 2023 estimé à 235.221,28 € HT. Les subventions attendues en 2023 par le Déléataire sont estimées à 85.642 € HT. Dans ces conditions, le solde du fonds de développement durable contractuel présenterait un solde positif d'un montant de 13.004,49 € au 06/06/2023. Un bilan final sera réalisé avec la Collectivité conformément à l'article 2.5 de ce présent protocole.



